

Cote du document: EB 2022/135/R.19/Add.1
Point de l'ordre du jour: 11 b) i) b)
Date: 6 avril 2022
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Observations du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA sur le programme d'options stratégiques pour le Royaume d'Eswatini

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Indran A. Naidoo
Directeur
Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA
téléphone: +39 06 5459 2274
courriel: i.naidoo@ifad.org

Kouessi Maximin Kodjo
Responsable supérieur de l'évaluation
téléphone: +39 06 5459 2249
courriel: m.kodjo@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente-cinquième session
Rome, 25-27 avril 2022

Pour: **Examen**

I. Observations d'ordre général

1. Le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) a procédé à la première évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP) pour le Royaume d'Eswatini, et s'est intéressé à la période allant de 2000 à 2021.
2. Le partenariat entre le FIDA et le Gouvernement swazi durant cette période a été constructif et a produit des résultats positifs tangibles. Les stratégies et programmes appuyés par le FIDA ont contribué à l'exécution de politiques et stratégies nationales en faveur des petits producteurs ruraux. Face aux nombreux défis de développement, toute une gamme de modèles d'intervention a été employée, notamment l'appui aux filières industrielles et locales, l'investissement dans des systèmes d'irrigation et de gestion de l'eau à grande et petite échelle, l'établissement des prémices d'un système national de financement rural et la facilitation de l'accès des petits exploitants à des produits financiers adaptés à leurs besoins.
3. Plus particulièrement, les stratégies du FIDA pour l'Eswatini ont permis de répondre de façon adéquate à certaines des grandes difficultés des producteurs ruraux pauvres et le programme de pays a contribué à certains grands succès, tels que le développement d'un secteur financier rural inclusif à l'échelle nationale, la participation des petits exploitants agricoles à différentes filières et la promotion d'un développement communautaire participatif.
4. Pourtant, les principaux obstacles à l'établissement de moyens d'existence durables et à la réduction véritable de la pauvreté rurale n'ont pas été suffisamment pris en compte. Le FIDA n'a que peu tenté d'œuvrer à l'autonomie des petits producteurs. Il n'a pas non plus réussi à accroître la visibilité des producteurs dans les plateformes consacrées à l'innovation dans les filières, à établir des associations efficaces d'usagers de l'eau, à promouvoir des approches du renforcement des capacités qui favorisent davantage l'avancement des personnes ou encore à réduire la dépendance des petits exploitants à l'égard des intrants importés. De même, la facilitation de l'accès à la terre pour les jeunes et les femmes n'avait été que légèrement traitée au moment de la réalisation de l'ESPP.
5. Du point de vue de la conception et de l'exécution des projets, les difficultés d'exécution les plus fréquentes concernent l'exiguïté des capacités nationales en matière de suivi-évaluation et de passation de marchés, l'insuffisance à certains égards de l'appui à la supervision et les lacunes en matière de renforcement des capacités - éléments qui ont compromis la durabilité institutionnelle et technique à long terme des principaux investissements.
6. L'ESPP a donné lieu à quatre recommandations qui ont toutes été acceptées, à savoir: 1) Dans le cadre de sa stratégie et de son programme pour l'Eswatini, le FIDA devrait s'attaquer aux contraintes fondamentales qui empêchent les petits producteurs ruraux, les femmes et les jeunes d'accéder à des moyens d'existence durables. Parmi les grandes questions figurent l'accès à la terre, la dépendance à l'égard des intrants importés pour l'agriculture et l'élevage ainsi que le renforcement et l'avancement des organisations de producteurs pratiquant l'agriculture irriguée ou pluviale; 2) Le FIDA devrait continuer de s'employer, au moins à titre de plaidoyer et de conseil, à contrer les nouvelles menaces qui pèsent sur les moyens d'existence des petits producteurs dont les exploitations se trouvent dans la zone de développement de la première phase du Projet d'irrigation à l'intention des petits exploitants du bassin inférieur de l'Usuthu, l'enjeu étant d'éviter l'effondrement du système d'irrigation et des moyens d'existence de ceux qui en dépendent; 3) Le FIDA et le Gouvernement swazi doivent définir les modalités d'exécution les plus efficaces et efficaces pour leurs initiatives conjointes, à savoir aussi celles qui permettront aux petits producteurs d'en tirer le meilleur parti. Les projets en cours d'exécution sont l'occasion de contribuer à l'élaboration d'un modèle de collaboration efficient et efficace entre les

organisations publiques, les organismes parapublics et les autres parties prenantes; 4) Les systèmes de suivi-évaluation des projets et les unités de passation de marchés doivent être considérés comme des piliers fondamentaux de la gestion des projets et être dotés d'un personnel et de capacités adéquats pour fonctionner de manière efficace et efficiente. Les systèmes de suivi-évaluation des projets pourraient également inclure des indicateurs contribuant aux bases de données du Gouvernement swazi.

7. Le nouveau programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2022-2027, qui définit deux objectifs stratégiques et les thématiques transversales que sont la jeunesse, l'égalité femmes-hommes, les changements climatiques et la nutrition, est entièrement conforme aux stratégies du Gouvernement swazi et du FIDA, et reste fidèle au modèle de collaboration prévalant entre le FIDA et l'Eswatini. Il s'appuie également dans une certaine mesure sur les recommandations de l'ESPP et les enseignements tirés de l'évaluation. Le COSOP est fondé sur une étude de référence minutieuse, répondant aux Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC), qui définit sommairement l'orientation stratégique à suivre sur le plan social, environnemental et climatique en Eswatini durant la période couverte par le COSOP.

II. Observations particulières

8. IOE observe que le nouveau COSOP tient compte pour l'essentiel des recommandations, notamment pour ce qui est: a) des interventions auprès des jeunes et des femmes et de l'accès des femmes à la terre; b) de la place fondamentale à donner aux systèmes de suivi-évaluation et de passation de marchés dans la conception des projets. Toutefois, parmi les domaines de concertation sur les politiques, le COSOP ne traite explicitement que la substitution des importations. Ce domaine, quoiqu'important, ne suffira pas à générer des résultats significatifs durant la période du COSOP. Le programme est muet aussi quant à la recommandation n° 2, à savoir la contribution du Fonds au repérage de solutions d'amélioration de la durabilité des investissements dans le système de production irriguée de canne à sucre.
9. **Jeunes et femmes.** Comme suite à la première recommandation, le COSOP vise comme principaux bénéficiaires les femmes et les jeunes, chaque catégorie représentant au moins 40% du groupe cible des interventions recevant l'appui du FIDA. Néanmoins, comme l'ESPP le souligne, pour que le pouvoir de décision soit véritablement recalibré en faveur des femmes, ne serait-ce que partiellement (à l'échelle de leurs ménages, communautés ou groupes), le COSOP devrait expressément intégrer cet aspect dans sa théorie du changement. Cette remarque vaut également pour l'inclusion véritable des jeunes dans les filières. À cet égard, le COSOP prévoit un appui adapté aux besoins spécifiques des jeunes des deux sexes et dans différentes tranches d'âge, sous forme d'activités de formation, de mentorat et de facilitation de l'accès aux ressources et aux financements, l'objectif étant de créer des emplois décents et durables.
10. **Systèmes de suivi-évaluation.** IOE constate l'accent mis par le COSOP sur la conception et la mise en place de systèmes efficaces de suivi-évaluation, notamment l'établissement de données de référence en amont des interventions des projets, la réalisation de sondages auprès des bénéficiaires et la concertation des partenaires d'exécution pour convenir des indicateurs et cibles à utiliser. Ces mesures comblent une lacune essentielle détectée lors de l'ESPP en matière de suivi-évaluation. Des outils géospatiaux et des systèmes numériques doivent également être utilisés en sus des méthodes traditionnelles de suivi-évaluation. IOE tient à rappeler la nécessité de veiller à ce que toutes ces mesures soient véritablement appliquées afin d'en tirer des enseignements en temps opportun. Ainsi, des indicateurs relatifs à leur application pourraient être intégrés au cadre de gestion des résultats du COSOP.

11. **Systèmes de passation de marchés.** Le COSOP classe les risques fiduciaires relatifs à la passation de marchés comme substantiels et prévoit un ensemble de mesures d'atténuation visant à renforcer les capacités par une assistance technique physique ou virtuelle et des formations sur la passation des marchés relatifs aux projets. Il est ainsi prévu d'exploiter BUILDPROC (un programme développé conjointement par le FIDA et le Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail) comme outil stratégique de renforcement des capacités nationales en matière de passation de marchés et d'intégrer les projets financés par le FIDA au Système de suivi des avis de non-objection (NOTUS) et à l'outil de suivi des contrats du FIDA afin d'améliorer respectivement la qualité des processus de passation de marchés et la gestion des contrats.
12. **Défis concernant la production destinée à l'exportation et les systèmes d'irrigation.** IOE constate par ailleurs que l'étude réalisée au titre des PESEC explique en quoi la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire découlent clairement de la faible productivité et de la forte dépendance de l'économie aux importations, et donc de sa vulnérabilité aux chocs externes. L'étude recense les effets des prix à l'importation élevés sur la pauvreté rurale, d'où des niveaux considérables d'insécurité alimentaire, et fait état d'une disponibilité du Gouvernement swazi à prendre en compte la substitution des importations. Toutefois, l'approche du FIDA privilégie encore presque exclusivement la production destinée à l'exportation, malgré les lacunes de ce modèle pour ce qui est de la réduction de la pauvreté rurale en Eswatini. En outre, IOE tient à mettre l'accent sur le rôle important que le FIDA peut jouer, en appui au Gouvernement swazi, pour pallier les difficultés liées à la durabilité que rencontrent les petits producteurs situés dans la zone d'intervention de la première phase du Projet d'irrigation à l'intention des petits exploitants du bassin inférieur de l'Usuthu.

III. Remarques finales

13. IOE se félicite du fait que le nouveau COSOP pour l'Eswatini s'appuie dans une certaine mesure sur les constatations de l'ESPP et réponde à ses recommandations, telles que présentées ci-dessus. IOE tient à souligner qu'il importe de cibler directement, grâce aux interventions du FIDA, les principales contraintes qui empêchent les petits exploitants agricoles d'assurer leur sécurité alimentaire, notamment par la substitution des importations. Toutefois, l'approche suggérée met encore presque exclusivement l'accent sur la production destinée à l'exportation, malgré ses limites en matière de réduction de la pauvreté rurale dans le pays. Ce point doit faire l'objet d'une attention plus particulière dans le COSOP. Pour conclure, IOE insiste une nouvelle fois sur l'importance d'analyser minutieusement les avantages et les inconvénients des différents modèles d'exécution en gardant à l'esprit la nécessité de maximiser les résultats positifs pour la population cible.